



Assemblée générale

Distr. limitée
11 novembre 2011
Français
Original : anglais

Soixante-sixième session

Troisième Commission

Point 69 b) de l'ordre du jour

**Promotion et protection des droits de l'homme :
questions relatives aux droits de l'homme,
y compris les divers moyens de mieux assurer
l'exercice effectif des droits de l'homme
et des libertés fondamentales**

**Algérie, Argentine, Arménie, Bélarus, Bolivie (État plurinational de),
Brésil, Chili, El Salvador, Équateur, Érythrée, Guatemala, Guyana,
Haïti, Honduras, Inde, Kirghizistan, Mali, Maroc, Mexique,
Nicaragua, Nigéria, Paraguay, Pérou, Philippines, Tadjikistan,
Turquie et Uruguay, : projet de résolution révisé**

Protection des migrants

L'Assemblée générale,

Rappelant toutes ses résolutions antérieures sur la protection des migrants, dont la dernière est la résolution 65/212, en date du 21 décembre 2010, et rappelant également la résolution 18/21 du Conseil des droits de l'homme, en date du 30 septembre 2011¹,

Réaffirmant la Déclaration universelle des droits de l'homme², qui proclame que tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits et que chacun peut se prévaloir de tous les droits et libertés qu'elle consacre, sans distinction aucune, notamment de race, de couleur ou d'origine nationale,

Réaffirmant également que toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur des frontières d'un État, ainsi que de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays,

Rappelant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques³ et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels³, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou

¹ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément n° 53 A* (A/66/53/Add.1), chap. II.

² Résolution 217 A (III).

³ Voir résolution 2200 A (XXI), annexe.



dégradants⁴, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes⁵, la Convention relative aux droits de l'enfant⁶, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale⁷, la Convention relative aux droits des personnes handicapées⁸, la Convention de Vienne sur les relations consulaires⁹ et la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille¹⁰,

Rappelant également les dispositions concernant les migrants qui figurent dans les textes issus de toutes les grandes conférences et réunions au sommet organisées par les Nations Unies, y compris le Document final de la Conférence sur la crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement¹¹, dans lequel il est constaté que les travailleurs migrants comptent parmi les personnes les plus durement touchées et les plus vulnérables dans le contexte des crises financières et économiques,

Rappelant en outre les résolutions 2006/2¹² et 2009/1¹³ de la Commission de la population et du développement, en date des 10 mai 2006 et 3 avril 2009,

Prenant note avec satisfaction du *Rapport mondial sur le développement humain 2009 : lever les barrières : mobilité et développement humains* du Programme des Nations Unies pour le développement¹⁴,

Prenant note de l'avis consultatif OC-16/99, en date du 1^{er} octobre 1999, relatif au droit à l'information sur l'assistance consulaire dans le cadre des garanties reconnues par la loi et de l'avis consultatif OC-18/03, en date du 17 septembre 2003, sur le statut juridique et les droits des migrants sans papiers, qu'a rendus la Cour interaméricaine des droits de l'homme,

Prenant également note des arrêts rendus par la Cour internationale de Justice les 31 mars 2004 et 19 janvier 2009 en l'affaire *Avena et autres ressortissants mexicains*¹⁵ et concernant la demande en interprétation de l'arrêt rendu en l'affaire *Avena*¹⁶, respectivement, et rappelant les obligations des États qui sont réaffirmées dans ces deux décisions,

⁴ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1465, n° 24841.

⁵ Ibid., vol. 1249, n° 20378.

⁶ Ibid., vol. 1577, n° 27531.

⁷ Ibid., vol. 660, n° 9464.

⁸ Résolution 61/106, annexe I.

⁹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 596, n° 8638.

¹⁰ Ibid., vol. 2220, n° 39481.

¹¹ Résolution 63/303, annexe.

¹² Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2006, Supplément n° 5 (E/2006/25)*, chap. I, sect. B.

¹³ Ibid., 2009, *Supplément n° 5 (E/2009/25)*, chap. I, sect. B.

¹⁴ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.09.III.B.1.

¹⁵ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-neuvième session, Supplément n° 4 (A/59/4)*, chap. V, sect. A.23; voir également *Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. États-Unis d'Amérique)*, arrêt, CIJ. Recueil 2004, p. 12.

¹⁶ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-quatrième session, Supplément n° 4 (A/64/4)*, chap. V, sect. B.12. Voir également *Demande en interprétation de l'arrêt du 31 mars 2004 en l'affaire Avena et autres ressortissants mexicains (Mexique c. États-Unis d'Amérique) (Mexique c. États-Unis d'Amérique)*, arrêt (disponible à l'adresse suivante : www.icj-cij.org/docket/files/139/14938.pdf).

Soulignant l'importance du rôle du Conseil des droits de l'homme dans la promotion du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales de tous, y compris les migrants,

Consciente de la participation croissante des femmes aux mouvements migratoires internationaux,

Rappelant le Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement, qui s'est tenu à New York les 14 et 15 septembre 2006 en vue d'examiner les aspects multidimensionnels des migrations internationales et du développement, dialogue qui, entre autres choses, a reconnu les liens existant entre les migrations internationales, le développement et les droits de l'homme,

Prenant note de la cinquième réunion du Forum mondial sur la migration et le développement qui se tiendra à Genève, les 1^{er} et 2 décembre 2011, en vue de faire la synthèse des résultats et conclusions de 14 réunions thématiques organisées dans le monde entier entre janvier et octobre 2011 sur le thème central « Engager des actions en matière de migration et de développement : cohérence, capacité et coopération », pour contribuer à promouvoir la coopération internationale entre les États et entre ceux-ci et d'autres acteurs, afin d'aider les États à saisir les possibilités offertes et surmonter les difficultés posées par les migrations et le développement, et notant avec reconnaissance l'offre généreuse de Maurice d'assumer la présidence du Forum mondial en 2012,

Consciente de la contribution que les migrants apportent sur les plans culturel et économique aux sociétés d'accueil et à leur communauté d'origine, ainsi que de la nécessité de trouver les moyens de tirer le meilleur parti des retombées bénéfiques du développement et de surmonter les difficultés que les migrations posent aux pays d'origine, de transit et de destination, compte tenu en particulier de l'impact de la crise financière et économique actuelle, et résolue à assurer aux migrants un traitement digne et humain en leur offrant les moyens de protection requis et à renforcer les mécanismes de coopération internationale,

Soulignant le caractère mondial du phénomène migratoire, l'importance de la coopération et du dialogue sur le sujet aux niveaux international, régional et bilatéral, selon le cas, ainsi que la nécessité de protéger les droits de l'homme des migrants, en particulier à l'heure où, du fait de la mondialisation de l'économie, les flux migratoires se multiplient et se produisent dans un contexte caractérisé par de nouvelles préoccupations en matière de sécurité,

Ayant à l'esprit l'obligation qui incombe aux États en vertu du droit international, le cas échéant, d'agir avec la diligence voulue pour prévenir les crimes contre les migrants, d'enquêter sur ces crimes et d'en punir les auteurs, et considérant que manquer à cette obligation constitue une violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des victimes, en compromet l'exercice ou le rend impossible,

Affirmant que les crimes contre les migrants, y compris la traite des personnes, continuent de poser un sérieux problème et appellent une évaluation et une réponse internationales concertées et une véritable coopération multilatérale entre pays d'origine, de transit et de destination en vue de leur élimination,

Ayant à l'esprit que les politiques et initiatives en matière de migration, notamment celles qui sont relatives à sa bonne gestion, devraient promouvoir

l'adoption de démarches globales tenant compte des causes et des conséquences de ce phénomène, ainsi que le plein respect des droits de l'homme et libertés fondamentales des migrants,

Soulignant qu'il importe que, à tous les niveaux de l'État, les réglementations et législations relatives à la migration irrégulière soient conformes aux obligations des États au regard du droit international, notamment du droit international des droits de l'homme,

Soulignant également que les États sont tenus de protéger les droits de l'homme des migrants, indépendamment de leur statut migratoire, et exprimant sa préoccupation quant aux mesures qui, tout en s'inscrivant dans des politiques visant à réduire la migration irrégulière, traitent celle-ci comme une infraction d'ordre pénal plutôt qu'administratif, ce qui a pour effet de dénier aux migrants la pleine jouissance de leurs droits de l'homme et libertés fondamentales,

Consciente que, du fait que les criminels profitent des flux migratoires et tentent de contourner des politiques de l'immigration restrictives, les migrants sont plus exposés, notamment, à l'enlèvement, à l'extorsion, au travail forcé, à l'exploitation sexuelle, aux agressions physiques, à la servitude pour dettes et au délaissement,

Considérant l'apport des jeunes migrants aux pays d'origine et de destination et, à cet égard, encourageant les États à tenir compte de la situation et des besoins particuliers de ces jeunes,

Préoccupée par le nombre important et croissant de migrants, en particulier les femmes et les enfants, qui se mettent en situation de vulnérabilité en tentant de franchir les frontières internationales sans être munis des documents de voyage requis, et considérant que les États ont l'obligation de respecter les droits de l'homme de ces migrants,

Soulignant que les peines et le traitement réservés aux migrants en situation irrégulière devraient être à la mesure de l'infraction commise,

Consciente qu'il importe d'aborder la question des migrations internationales de manière globale et équilibrée, et ayant à l'esprit que les migrations enrichissent le tissu économique, politique, social et culturel des États et les liens historiques et culturels qui existent entre certaines régions,

Consciente également des obligations des pays d'origine, de transit et de destination en vertu du droit international des droits de l'homme,

Insistant sur le fait que les États, en coopération avec les organisations non gouvernementales et les autres parties intéressées, doivent mener des campagnes d'information pour préciser les possibilités, les restrictions, les risques et les droits en cas de migration, de manière à permettre à chacun de prendre des décisions éclairées et à empêcher quiconque d'avoir recours à des moyens dangereux pour franchir les frontières internationales,

1. *Demande* aux États de promouvoir et de défendre efficacement les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous les migrants, en particulier les femmes et les enfants, quel qu'en soit le statut migratoire, et de traiter la question des migrations internationales par la voie de la coopération et du dialogue au plan international, régional ou bilatéral et d'une manière globale et équilibrée, en tenant

compte du rôle et des responsabilités des pays d'origine, de transit et de destination dans la promotion et la défense des droits de l'homme de tous les migrants et en évitant les démarches qui pourraient rendre ces derniers encore plus vulnérables;

2. *S'inquiète* des incidences des crises financières et économiques sur les migrations internationales et les migrants et, à ce propos, engage vivement les gouvernements à combattre la manière injuste et discriminatoire dont les migrants sont traités, en particulier les travailleurs migrants et leur famille;

3. *Réaffirme* les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme² et les obligations qui incombent aux États en vertu des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme³ et, à cet égard :

a) Condamne énergiquement les manifestations et actes de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance y associée dont les migrants sont victimes ainsi que les stéréotypes qui leur sont souvent appliqués, notamment en raison de leur religion ou de leur conviction, et exhorte les États à exécuter et, si nécessaire, à renforcer les lois existantes lorsqu'adviennent des actes, des manifestations ou des expressions de xénophobie ou d'intolérance dirigés contre des migrants, pour mettre fin à l'impunité dont jouissent les auteurs d'actes xénophobes et racistes;

b) S'inquiète de l'adoption par certains États d'une législation qui débouche sur des mesures et pratiques susceptibles de restreindre les droits de l'homme et les libertés fondamentales des migrants, et réaffirme que, lorsqu'ils exercent leur droit souverain d'adopter et d'appliquer des mesures en matière de migration et de sécurité aux frontières, les États ont le devoir d'honorer les obligations que leur impose le droit international, notamment le droit international des droits de l'homme, pour faire en sorte que les droits de l'homme des migrants soient pleinement respectés;

c) Demande aux États de veiller à ce que leur législation et leurs politiques, en particulier dans les domaines de la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée, comme la traite des êtres humains et le trafic des migrants, respectent pleinement les droits de l'homme de ces derniers;

d) Demande aux États qui ne l'ont pas encore fait d'envisager de signer et de ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille¹⁰ ou d'y adhérer, à titre prioritaire, et prie le Secrétaire général de poursuivre ses efforts pour promouvoir et mieux faire connaître la Convention;

e) Prend note du rapport du Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille sur les travaux de ses treizième et quatorzième sessions¹⁷;

4. *Réaffirme également* que les États sont tenus de promouvoir et de protéger efficacement les droits de l'homme et libertés fondamentales de tous les migrants, en particulier ceux des femmes et des enfants, quel qu'en soit le statut migratoire, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux instruments internationaux auxquels ils sont parties et, par conséquent :

¹⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, soixante-sixième session, Supplément n° 48 (A/66/48).

- a) Demande à tous les États de respecter les droits de l'homme et la dignité intrinsèque des migrants et de mettre fin aux arrestations et détentions arbitraires et, le cas échéant, de réexaminer la durée des périodes de détention des migrants en situation irrégulière afin d'éviter qu'elle soit excessive et d'adopter, s'il y a lieu, des mesures autres que la détention;
- b) Demande instamment à tous les États de prendre des mesures efficaces pour prévenir et sanctionner toute forme de privation illégale de liberté infligée à des migrants par des particuliers ou des groupes de personnes;
- c) Prend note avec satisfaction des mesures prises par certains États pour réduire la durée des périodes de détention des migrants sans papiers lorsqu'ils appliquent la réglementation et la législation nationales relatives à la migration irrégulière;
- d) Prend également note avec satisfaction de la mise en place concluante par certains États de mesures permettant d'éviter la mise en détention des migrants sans papiers, pratique qui mérite d'être envisagée par tous les États;
- e) Prie les États d'adopter des mesures concrètes pour empêcher que les droits de l'homme des migrants en transit ne soient violés, notamment dans les ports et les aéroports, aux frontières et aux points de contrôle de la migration, de former les fonctionnaires qui travaillent sur ces sites et dans les zones frontalières pour qu'ils traitent les migrants avec respect et conformément à la loi, et de poursuivre, en vertu de la législation applicable, les auteurs de toute violation des droits de l'homme des migrants, notamment la détention arbitraire, la torture et la violation du droit à la vie, en particulier les exécutions extrajudiciaires, pendant le transit entre le pays d'origine et le pays de destination et dans le sens inverse, en particulier au passage des frontières;
- f) Souligne le droit des migrants de retourner dans le pays dont ils ont la nationalité, et rappelle que les États sont tenus de veiller au bon accueil de leurs nationaux qui rentrent au pays;
- g) Réaffirme avec force que les États parties ont le devoir de faire pleinement respecter et observer la Convention de Vienne sur les relations consulaires⁹, en particulier le droit de tous les ressortissants étrangers, quel qu'en soit le statut migratoire, de communiquer avec un agent consulaire de l'État d'origine s'ils sont arrêtés, incarcérés, placés en garde à vue ou détenus, et que l'État d'accueil est tenu d'informer sans délai le ressortissant étranger de ses droits en vertu de la Convention;
- h) Prie tous les États, conformément à leur législation nationale et aux instruments juridiques internationaux applicables auxquels ils sont parties, de faire respecter effectivement le droit du travail, y compris en réprimant les violations, en ce qu'il intéresse les relations professionnelles et les conditions de travail des travailleurs migrants, en particulier leur rémunération et les conditions d'hygiène et de sécurité sur le lieu de travail, ainsi que le droit à la liberté d'association;
- i) Encourage tous les États à lever, lorsqu'il en existe, les obstacles illégaux au transfert sûr, transparent, sans restriction et sans retard des fonds, gains, avoirs et pensions envoyés par les migrants vers leur pays d'origine ou tout autre pays, conformément à la législation et aux accords applicables, et à envisager, s'il y a lieu, de prendre des mesures pour supprimer tout autre obstacle à ces transferts;

j) Rappelle que la Déclaration universelle des droits de l'homme reconnaît que toute personne a droit à un recours effectif devant les juridictions nationales compétentes contre les actes violant les droits fondamentaux qui lui sont reconnus;

5. *Souligne* qu'il importe de protéger les personnes en situation de vulnérabilité et, à cet égard :

a) Exprime sa préoccupation face à l'intensification des activités des organisations criminelles transnationales, nationales et autres qui tirent profit des crimes contre les migrants, en particulier les femmes et les enfants, sans se soucier des conditions dangereuses et inhumaines auxquelles ces personnes sont soumises et en violation flagrante des lois nationales et du droit international et en contravention avec les normes internationales;

b) Exprime également sa préoccupation face au haut degré d'impunité dont jouissent les trafiquants et leurs complices ainsi que d'autres membres d'organisations criminelles et, dans ce contexte, au déni de droits et de justice opposé aux migrants victimes de violations;

c) Accueille avec satisfaction les programmes d'immigration adoptés par certains pays, qui permettent aux migrants de s'intégrer pleinement dans leur pays d'accueil, facilitent le regroupement familial et favorisent un climat d'harmonie, de tolérance et de respect, et encourage les États à envisager la possibilité d'adopter des programmes de ce type;

d) Encourage tous les États à se doter de politiques et de programmes de migration internationale qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes, afin de pouvoir mieux protéger les femmes et les filles contre les dangers et les mauvais traitements à l'occasion des migrations;

e) Demande aux États de protéger les droits fondamentaux des enfants migrants, compte tenu de leur vulnérabilité, en particulier ceux qui ne sont pas accompagnés, en veillant à ce que l'intérêt supérieur de ces enfants soit une considération primordiale dans leurs politiques d'intégration, de rapatriement et de regroupement familial;

f) Encourage tous les États à prévenir et à éliminer, à tous les niveaux, toute politique discriminatoire empêchant les enfants migrants d'avoir accès à l'éducation;

g) Encourage les États à veiller, tout en tenant compte en priorité de l'intérêt supérieur de l'enfant, à la bonne intégration des enfants migrants dans le système éducatif et à la suppression des obstacles à leur éducation dans les pays d'accueil et dans les pays d'origine;

h) Demande instamment aux États de veiller à ce que les modalités de rapatriement permettent d'identifier les personnes en situation de vulnérabilité, en particulier les personnes handicapées, et de leur offrir une protection spéciale, et de tenir compte du principe de l'intérêt supérieur des enfants et du regroupement familial, conformément à leurs obligations et engagements internationaux;

i) Exhorte les États parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée¹⁸ et à ses protocoles additionnels, à savoir le

¹⁸ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, n° 39574.

Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer¹⁹ et le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants²⁰, à appliquer intégralement ces instruments, et invite les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de les ratifier ou d'y adhérer à titre prioritaire;

6. *Prend note avec satisfaction* de l'étude du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur les difficultés et les meilleures pratiques observées dans l'application du cadre international pour la protection des droits de l'enfant dans le contexte des migrations²¹ et invite les États à prendre en compte les conclusions et recommandations de l'étude lors de la conception et de la mise en œuvre de leurs politiques migratoires;

7. *Encourage* les États à protéger les victimes de la criminalité organisée nationale et transnationale, notamment des enlèvements, de la traite et, dans certains cas, du trafic, en appliquant, le cas échéant, des programmes et des politiques qui garantissent la protection des migrants et leur donnent accès à une assistance médicale, psychosociale et juridique;

8. *Encourage* les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à promulguer une législation nationale et à prendre d'autres mesures efficaces de lutte contre la traite et le trafic internationaux de migrants, considérant que ces crimes peuvent mettre en danger la vie des migrants ou les exposer à des préjudices, à la servitude ou à l'exploitation, y compris la servitude pour dettes, l'esclavage, l'exploitation sexuelle ou le travail forcé, et encourage également les États Membres à renforcer la coopération internationale pour combattre cette traite et ce trafic;

9. *Souligne* l'importance de la coopération internationale, régionale et bilatérale dans l'action menée pour protéger les droits de l'homme des migrants et, par conséquent :

a) Prie tous les États, les organisations internationales et les parties intéressées de prendre en considération le caractère mondial du phénomène migratoire dans leurs politiques et initiatives concernant les migrations et d'envisager sérieusement d'engager une coopération internationale, régionale et bilatérale dans ce domaine, notamment en instaurant un dialogue sur les migrations auquel participent les pays d'origine, de transit et de destination, ainsi que la société civile, y compris les migrants, afin d'aborder sous tous leurs aspects des questions telles que les causes et les conséquences de ce phénomène ainsi que le problème de la migration clandestine ou irrégulière, en accordant la priorité à la protection des droits de l'homme des migrants;

b) Encourage les États à prendre les mesures nécessaires pour assurer la cohérence des politiques migratoires aux niveaux national, régional et international, notamment en se dotant de politiques et de systèmes transfrontières coordonnés de protection de l'enfant qui soient pleinement compatibles avec le droit international des droits de l'homme;

c) Encourage également les États à resserrer encore leur coopération dans le domaine de la protection des témoins dans les affaires de trafic de migrants et de traite d'êtres humains;

¹⁹ Ibid., vol. 2241, n° 39574.

²⁰ Ibid., vol. 2237, n° 39574.

²¹ A/HRC/15/29.

d) Invite les organismes des Nations Unies et autres organisations internationales et institutions multilatérales compétentes à renforcer leur coopération aux fins de l'élaboration de méthodes de collecte et de traitement des données statistiques portant sur les migrations internationales et la situation des migrants dans les pays d'origine, de transit et de destination et à aider les États Membres à se doter des moyens requis à cet égard;

e) Prie les États Membres, les organismes des Nations Unies, les organisations internationales, la société civile et toutes les parties prenantes, en particulier la Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme et le Rapporteur spécial du Conseil des droits de l'homme sur les droits de l'homme des migrants, de veiller à ce que la question des droits de l'homme des migrants figure parmi les thèmes prioritaires des débats sur les migrations internationales et le développement en cours dans les organismes des Nations Unies, et souligne à cet égard qu'il importe que les considérations relatives aux droits de l'homme constituent l'un des points prioritaires du débat thématique informel sur les migrations internationales et le développement, tenu en 2011, ainsi que du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement qu'elle tiendra à sa soixante-huitième session, en 2013, ainsi qu'elle en a décidé dans sa résolution 63/225 du 19 décembre 2008;

f) Encourage les États, les organisations internationales intéressées et la société civile, dont les organisations non gouvernementales, à poursuivre et à approfondir leur dialogue dans l'optique de renforcer les politiques publiques visant à promouvoir et faire respecter les droits de l'homme, y compris ceux des migrants;

g) Invite le Président du Comité à prendre la parole à sa soixante-septième session au titre de la question intitulée « Promotion et protection des droits de l'homme », dans la limite des ressources disponibles;

h) Invite le Rapporteur spécial à lui présenter son rapport à sa soixante-septième session au titre de la question intitulée « Promotion et protection des droits de l'homme »;

10. *Prend note* du rapport que le Secrétaire général lui a présenté à sa soixante-sixième session sur l'application de la résolution 65/212 et sur la manière dont la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et de leur famille influence les politiques et pratiques, le cas échéant, en faveur d'une protection accrue des migrants²²;

11. *Prie* le Secrétaire général de continuer à recueillir des éléments d'information sur le sujet traité dans le rapport susmentionné, tout en encourageant les États Membres à communiquer des renseignements concernant l'application de la Convention et en remerciant ceux qui ont fourni l'information demandée.

²² A/66/253.